

Les négociations com-
pétitivité à Renault :
Métro, négo, dodo

l'étincelle

Renault met fin aux DA
et aux primes de départ
Les abeilles priées
de rester à la Ruche

Technocentre Renault Guyancourt pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 11 octobre 2016

Jusqu'à la nausée

La France, l'Europe, « terres d'accueil » ? Quelle sinistre blague ! Hollande peut bien pleurer sur le sort des habitants d'Alep, ceux qui fuient les guerres de Syrie ou d'ailleurs son traités comme des pestiférés par le gouvernement, tandis que la démagogie raciste et xénophobe se banalise ici en France.

Une politique criminelle

Ce sont les pays frontaliers des zones de guerre qui accueillent l'immense majorité de ces populations. Le conflit syrien a déjà provoqué près de 5 millions de réfugiés, principalement vers la Turquie (2,5 millions), le Liban (1,1 million) et la Jordanie (628 000). Ces pays ont accueilli plus de 86 % des réfugiés syriens.

Dans le même temps s'est construite l'Europe des barbelés, avec son agence Frontex qui tout en faisant la fortune des marchands de béton, de barbelés, de drones de détection, d'avions et bateaux de surveillance, sans oublier de centres de détention, a transformé la Méditerranée en cimetière : 10 000 noyés depuis le début de 2014, plus de 3500 morts rien qu'en 2016 selon les Nations Unis. Et encore ces chiffres officiels sont bien en dessous de la réalité.

Des murs, encore des murs...

Tous ces milliards qui vont au business des contrôles migratoires, sont à comparer aux sommes dérisoires consacrées ici aux quelques misérables centres d'accueil et mesures d'accompagnement. Et voilà qu'une « Agence européenne de gardes-frontière » vient remplacer Frontex, avec plus de moyens et de prérogatives, et le double de personnel.

Malheur aux populations jetées dans la misère et l'exode alors que la guerre fait des ravages en Syrie et en Irak. Voilà la seule réponse des pays les plus riches de l'Europe, à commencer par la France.

Il n'y a même pas besoin d'aller aux confins de l'UE pour trouver des murs. A Calais, le gouvernement Valls fait construire un mur « anti-migrants » de quatre mètres de haut et d'un kilomètre de long, au coût de 2 millions d'euros.

La jungle n'est pas à Calais

Surtout le ministre Cazeneuve prépare l'opération de démantèlement de la « jungle » de Calais qui

regroupe des migrants qui souhaitent rejoindre la Grande-Bretagne ou qui se retrouvent à Calais car ils sont pourchassés des campements de fortune à Paris.

La politique gouvernementale a ouvert le champ libre à tous les racistes et aux discours anti-migrants. C'est à qui reprendra les vociférations de l'extrême droite : une vraie jungle de bêtes sauvages. Jusqu'à l'organisation, dans quelques villes, de manifestations contre l'ouverture de centres d'accueil. Ces centres, mis en place au compte-gouttes avec des moyens dérisoires, ne concerneront que quelques dizaines de réfugiés chacun, dans des immeubles qui étaient le plus souvent désaffectés.

Heureusement, même si les médias en ont moins parlé, d'autres manifestations se sont exprimées en faveur de l'accueil, regroupant souvent plus de monde que celles des hostiles aux migrants.

Solidarité avec les réfugiés

Sarkozy, dans son opération de surenchère électorale, s'en est pris au regroupement familial (sur lequel il annonce un référendum). Le regroupement familial en France concerne 12 000 personnes par an. Ces dernières connaissent déjà de longues tracasseries administratives pour parvenir à rejoindre leur parent qui vit et travaille en France. Mais qu'importe aux démagogues.

S'il y a du chômage et de la misère ici, il n'y a qu'un seul responsable, ce sont les patrons qui licencient avec le feu vert que lui donnent les Hollande et Sarkozy, qui se sont toujours placés de leur côté. Si le monde est parcouru de guerres, les dirigeants des grandes puissances en sont les premiers responsables.

Ne nous trompons pas de camp. Nous, travailleurs, avons bien plus en commun avec les migrants qu'avec les patrons et les dirigeants politiques à leur service. Nous n'avons rien à gagner à la multiplication des frontières et des murs. Opprimés, exploités de tous les pays, unissons-nous.

Ça risque de devenir irrespirable

Lors de la deuxième réunion de négociation sur le nouvel accord compétitivité, la direction a annoncé qu'elle arrêterait les Dispenses d'Activité (DA) en 2017. Elle veut aussi supprimer les primes versées en cas de mobilité externe et de création d'entreprise.

Il faut dire que les candidats au départ ne manquent pas, tant les conditions de travail et la politique salariale se sont dégradées ces dernières années. Mais pour limiter les départs, plutôt que de donner envie de rester, la direction préfère cadenasser la porte et fermer les fenêtres. De l'air !

Des embauches au ralenti

Au rayon recrutements, la direction annonce l'embauche en CDI de 30 % des jeunes qui sont en alternance ou en stage. Elle se garde bien de chiffrer cet objectif, qui pourrait se situer autour d'un millier d'embauches sur 3 ans.

Alors que les départs vont forcément continuer, qu'environ 7500 emplois (solde départs - embauches) ont été supprimés depuis l'accord compétitivité de 2013... On sait déjà que cela ne suffira pas.

Négociations : A table !

Des annonces au compte-goutte, distillées au fil de réunions successives... contestées parfois par certains syndicats... aboutissant à de soi-disant « concessions » de la direction. Pour qu'à la fin, l'essentiel du projet de la direction soit validé, les signataires se vantant d'avoir « arraché » quelques bricoles ou sauvé Renault ! Une mise en scène bien rodée. A moins que les salariés ne s'en mêlent...

Anticipation : un vrai roman

Dans le nouvel accord de compétitivité, la direction s'engage à « anticiper les besoins en compétences ». Pour l'instant, les compétences, elle s'est surtout acharnée à les réduire.

Publicité mensongère

Dans les mesures compétitivité, la direction annonce que les bilans professionnels et de compétence seront maintenus. Sauf que les bilans de compétences ne sont ni proposés ni financés par Renault. Les salariés qui en font la demande en sont même dissuadés et orientés vers les bilans professionnels faits en internes. Encore un effet d'annonce.

Des élections qui ne font pas recette

Les deux tiers des salariés appelés à élire leurs représentants au Conseil d'Administration de Renault n'ont pas voté. Pas étonnant. Les salariés n'ont pas de retour sur ce qui s'y passe, et les administrateurs salariés servent de caution à un CA majoritairement acquis à Ghosn et aux actionnaires : ça motive !

Des chefs d'UET tendance adjudants

Certains chefs d'UET font du zèle pour la journée de l'équipe : ils refusent de donner leur billet d'entrée au Mondial de l'Automobile aux salariés qui ne souhaitent pas y aller dans le cadre de l'UET. C'est leur façon se faire aimer.

V3P, version crash planning

Dans les projets véhicules (Zoé, Kadjar ou Captur, phases 2), certains directeurs remettent en cause les plannings V3P2 qui seraient trop longs à leur goût. Ils voudraient peut-être revenir au planning initial de V3P, qui a causé tant de dégâts. Un acharnement qui risque de mener encore dans le mur. A tel point que les chefs eux-mêmes parlent de « crash planning » !

Les migrants

Début septembre, les prestataires d'Astéria et du Gradient ont appris à la dernière minute que la vague de déménagement prévue était suspendue. Puis elle été débloquée au Gradient, mais à la va-vite, avec des cartons reçus au dernier moment, un emménagement chaotique... A Astéria, les équipes risquent maintenant d'être dispersées sur plusieurs sites (Plessis, VSF, en schéma 4...). Pratique pour travailler sur les mêmes projets.

Une entreprise comme une autre

Arrêt des subventions aux retraités, baisse des subventions des sections loisirs et culture, remboursements qui tardent à venir, réduction des permanences, saisie par les salariés de leur dossier via un site internet payé à prix d'or : n'en jetez plus ! Des salariés et des retraités sont venus protester devant les locaux du CE jeudi dernier. Les CE sont censés développer les activités sociales et culturelles. Celui du TCR ressemble davantage à une agence de voyage... si les salariés laissent faire.

MCA : Maubeuge Contre l'Accord

L'accord de compétitivité Renault de 2013 est passé devant les tribunaux la semaine dernière. Contesté par deux syndicats de MCA à Maubeuge, cet accord a entraîné 14 mn de temps de travail supplémentaire par jour, la perte de 2 jours de congés par an et d'un fonds d'indemnisation en cas de chômage partiel, etc. Jugement le 6 décembre.

Flexi-bilité-France

Les 230 salariés de l'entreprise FlexiFrance situés en Normandie vont être mis à disposition de Renault Cléon, Sandouville ou Dieppe pour maximum 3 ans. FlexiFrance est en difficulté ? C'est pourtant une filiale du groupe Technip qui fait des bénéfices ! D'autres entreprises frapperaient à la porte : Valourec, Aérazur... Le « salarié prêté », nouvelle version du salarié jetable.